L'ABEILLE.

IMPRIMÉE ET PUBLIÉE TOUS LES JOURS PAR
JÉROME BAYON.

Jours de publication durant l'été :
MARDI, JEUDI ET SAMEDI.

SAMEDI MATIN, 15 SEPTEMBRE 1832.

TICKET RÉPUBLICAIN.
POUR PRÉSIDENT,
ANDREW JACKSON,
DE TENNESSEE.
POUR VICE-PRÉSIDENT,
MARTIN VAN BUREN,
DE NEW-YORK.

ELECTEURS DE LA LOUISIANE.
Pour le District ..... ESTEBAN FLAUCHE.
Pour le District ..... THOMAS W. SCOTT.
Pour le District ..... THOMOND LANDRY.
Pour le District ..... JEAN MOUTON.
Pour le District ..... PRUDHOMME BOSSIER.

POUR GOUVERNEUR.
E. D. LAWSON.

EXTÉRIEUR.

NOUVELLE ORLÉANS, 15 septembre.

Les papiers de New-York sont du 8. Le navire anglais, capitaine THATCHER, a apporté les journaux du 1 juillet et ceux de Paris du 20 ; mais nous ne dirons que fort peu de chose du contenu de ces journaux, parce que, *comme d'ordinaire*, nous n'avons pu lire les nouvelles que les feuilles du nord en ont mises à notre disposition.

D'après le rapport du 20, publié à Paris, il y avait, dans les vingt-quatre heures précédentes, 86 de moins que la veille. Le capitaine Thatcher ajoute, mais n'oublions pas que ce rapporteur appartient au siècle dernier à dit : « Dans les cinq ou six jours de la semaine, la mortalité. »

Une lettre du Havre du 24 dit : « Le blé a un marché ferme en ce moment ; la journée est en hausse ; la farine est point recherchée et restera ainsi vu les grandes languissantes de la place en ce moment. Le coton est aussi calme, et les prix sont chancelants. Le sucre est plus faux. L'indigo tient ferme. » »

—Le brick *Cadix*, arrivé à Boston, venant d'Antibes, avait expédié pour Salem, mais en suivant vis-à-vis le port, le 21 juillet, un officier de l'escadre de don Pedro est venu à son bord pour le signifier le blocus de tous les ports de Portugal et lui a enjoint de ne pas entrer. Le capitaine Brownell, qui commande le brick, a cette information par cet officier que don Pedro est maître de tout le littoral du Portugal, et que la plus grande partie de son escadre est dans le Tage, où elle bloque Lisbonne.

Un témoin oculaire nous informe qu'un particulier, que nous ne voulons pas désigner autrement que cette fois, vend à son profit les débris de ce qui a été si grand trois par la ville l'année dernière, et que M. Mandeville (qui n'entend pas qu'on donne impunément raison à tout le monde) fait distinguer cette année dans les deux bourbeux. Hier matin, le gros de 27 était occupé à transporter des débris de ces jours à la rue Carondelet, chez quelqu'un dont on nous a aussi fait connaître le nom. Nous ne rechercherons point à jeter le blâme sur celui qui abuse loyalement ces bois, mais sur celui qui s'arroge le droit d'en disposer à son gré, sauf à être payé pour les fiches en terre, et sur la ville qui le laisse faire tranquillement ; car on ne dira pas que ce trafique se fait clandestinement, puisque c'est sous les yeux de la mairie, vis-à-vis la Place d'Armes, que le dray dont nous parlons venait prendre ses charges ! Quelqu'un a-t-il le droit de vendre ainsi, de gré à gré, ce qui appartient à la ville ? et le maire ne s'est-il pas obligé d'annoncer dans son journal ces sortes de ventes, qui doivent être publiques ?

Les éditeurs de *l'Emporium* disent (en faisant allusion à nous) ne savoir quel parti que leur feuille n'est vendue à aucun parti. C'est peut-être vrai, car nous sommes persuadés que si un parti avait l'intention d'acheter un journal, ce ne serait pas à l'*Emporium* qu'il s'adresserait ; cependant, si on lui proposait de l'acheter, nous lui conseillerions de vendre : c'est un journal auquel nous ne donnons pas six semaines avant qu'il soit vendu à M. DUNCAN pour banque ou à Coy ou Hewlett & Rosplay.

Correspondance de l'Abeille.

Monsieur le rédacteur,

Veuillez témoigner au public, et à nous particulièrement, le chagrin que nous éprouvons en apprenant la mort du respectable juge Marshal ; nos regrets sont d'autant plus grands qu'il dirigeait nos premiers pas dans la voie de la jurisprudence, nos leçons respirèrent la douceur ; dans nos recherches, cette âme se montrait à découvert ; excellent Commandeur pour les enfants, il rappelait son jeune âge. Notre reconnaissance gravera sa mémoire mais fait faire un appel à nos collaborateurs pour porter le deuil au mois et faire dire un service pour le repos de son âme.

Pour nous, notre position ne nous permettant pas de faire célébrer cet office par un homme aussi grand que M. M***, nous nous adressons ailleurs ; mais seulement l'orgueil agréera-t-il l'encens d'un homme qui a fait preuve d'indépendance envers le véritable défunt ? Nous craindrions que la dignité persévérance n'exauçât point nos prières.

Nous prions monseigneur l'évêque de la Louisiane de faire passer cette discorde hors de notre paroisse.

Agréez, etc., le 14 août 1832.

Dédicace de l'église de St. Joseph, à Bayou Tonn.

ST.-MARTINVILLE, 8 sept.

Nous traduisons ce qui suit du *Hartford Times*, publié dans l'Etat du Connecticut :

L'élection présidentielle sera décidée dans trois mois ; toute personne de bon sens ne peut douter quel en sera le résultat. Il n'y a pas un homme estimable et marquant, même dans l'Etat de Connecticut, qui affirme, sous son propre nom, qu'il y a une probabilité que M. Clay soit élu. Il est vrai qu'un parti, sans principes continuera ses efforts pour tromper, comme il l'a fait en 1828. Mais le tems est enfin venu que le peuple devrait commencer à considérer s'il peut continuer à être trompé. Cet homme est usé dont des hommes puissants unissent, qui jusqu'à présent se sont opposés au général Jackson, par pusillanimité ou par préjugé, devraient considérer, sans affaires politiques avec calme et équité, quelques-uns des choses ne nous laisse aucun doute sur la folie de cette opposition dans la Caroline du Sud, et nous ne serons pas surpris de voir dans le courant d'une année prochaine tentative faite pour résister aux lois de douane. Le fait que le langage du parti puissant et formidable dans cet Etat, à la tête duquel se trouve John C. Calhoun, porte l'empreinte de l'insurrection et de la résistance. La *nullification* et la révolution sont en train de prêchées par le parti qui a la majorité. Une aveugle infatuation domine toutes les classes. Elles qui été poussées par des énergumènes à un degré d'égarement d'irritation, et s'imaginent qu'il est de leur devoir de résister ! A la loi sur le Tarif—au système américain—à la politique de Henry Clay. Elles dénoncent le président et ses partisans, pour ne pas partager leurs vues aveugles, et s'opposent à son élection, parce qu'il reste inébranlable, parce qu'il a dit que l'Union doit être conservée. Si tels sont les desseins et les sentimens du peuple, ne serait-ce pas la chose la plus folle qu'une portion du Nord élevât à la présidence Clay ! Sous quelque circonstance que ce fut, il était possible de faire, dès ce moment, et il y aurait sécession, dans le république. L'Ouest épouserait la politique de la Caroline, et ne se soumettrait sous une attitude hostile, car les vues ultérieures de Clay ne peuvent pas plus influencer le midi, que la doctrine de Calhoun ne peut influencer le Nord. Mais il est évident que le vrai patriote de quelque degré intrigant ne peut être élu, que l'élection portera un homme dont la fermeté et la sagesse, le patriotisme reconnus et le dévouement à la cause nationale la confiance la plus aveugle. Jamais il n'existait devant les électeurs qu'il a à remplir, et ici les *Jacksoniens* cherchent à répandre le désordre dans toutes les parties de la trouveront toujours résolus à maintenir l'indépendance de l'Union et à supporter la constitution du pays. La question est donc : le population de cette grande Union soutiendra-t-elle l'action d'un homme de qui, à cette époque critique, donnera la mise en force de la loi sur laquelle les Calhounites prétendent [illegible] ou s'y opposera-t-elle comme les *Hartford* [illegible] devrait se rallier à Jackson qui seul [illegible] l'Union, Son élection est assurée.

[illegible] HORIBLE ECRASANTE, que [illegible] patrie s'agrandissent donc et ces coalitions [illegible] *nullificateurs* apprennent [illegible] mettra point qu'on se mette [illegible] encore des vertus républicaines [illegible] qui a dit : « Il faut que l'Union [illegible] l'appui qu'il mérite.

(Gazette des Tribunaux.)

POINTE COUPÉE, 4 septembre.

Le républicanisme selon l'ordre légal.

PREMIER CHAPITRE.
PREMIÈRE CONFÉRENCE.

Demande. Qui vous a fait citoyen ?

Réponse. [illegible] ce que l'élève [illegible]

D. Pourquoi [illegible] a-t-il fait citoyen ?

R. Pour [illegible] et le servir, porter éternellement mon [illegible] chez lui, lorsqu'il passera, crier *le roi* !

D. Pourquoi crie-t-on pour [illegible] ?

R. Parce qu'autrement il n'y a pas de dîner à faire.

D. Pourquoi [illegible] pour notre bal ?

R. Parce que le peuple le veut ainsi.

SECOND CHAPITRE.
SECONDE CONFÉRENCE.

D. Que [illegible] *Louis-Philippe Ier et un vieux Dey* ?

R. Voici [illegible] assez âgé !

D. Vous connaissez Liberté, née sous un arbre de Paris en juillet 1830 ?

R. Oui, Françoise, Françoise, comment se fait-il que les Français soient libres et égaux devant la loi, sous le règne de Louis-Philippe ?

R. [illegible] un mystère.

D. Combien y a-t-il de principaux mystères ?

R. Il [illegible] n'en trois, savoir : le mystère de la [illegible] le mystère de l'égalité et le mystère de l'ordre légal.

D. Faites-moi le mystère de la liberté.

R. C'est le mystère par lequel tous les [illegible] sont libres et tous les hommes ne sont pas libres.

D. Expliquez le mystère de l'égalité.

R. C'est celui par lequel tous les Français [illegible] sont égaux et beaucoup de Français n'ont pas de droits.

D. Expliquez-moi le mystère de l'ordre légal.

R. C'est celui par lequel tout le monde est [illegible] à rien et un grand nombre est exempté de la loi. (Le catéchiste.) Vive la liberté Française. Que [illegible] magnifique votre institution soit chérie !

TROISIÈME CHAPITRE.
TROISIÈME CONFÉRENCE.

D. Faites un acte de foi.

R. [illegible] de feu Napoléon ou celui de Louis-Philippe.

D. Celui de Philippe.

R. Jeunes [illegible] fermement que si je le voyais [illegible] yeux que le gouvernement de juillet s'enfonce [illegible] Je crois fermement à l'évangile d'Holyrood [illegible] qui [illegible] sainte alliance a enseignées, [illegible] Bon-aimé [illegible] aux cousins, pervers et corrupteurs [illegible] ; je [illegible] commandeurs aux immondices [illegible] ; je [illegible] un acte d'espérance.

D. Faites un acte d'espérance.

R. Acte d'espérance. J'espère qu'en vue des [illegible] faites à notre cinquième royauté, du parjure et de la [illegible] publique le français, citoyen roi, gérera les [illegible] affaires et sauvera du tombeau de l'opprobre la France humiliée.

D. Faites un acte de charité.

R. Acte de charité. J'aime mon prochain comme moi-même pour l'amour de Dieu.

(Et il y eut profusion de croix et de médailles.)

(Correspondance de l'Abeille.)

COMBAT DE BIELA.

Une nouvelle comète, dite de Biela, a paru le 32 août à 8 heures 7 minutes p. m., à 1° N. E. de la constellation des sept étoiles. Elle sera dans son plus grand rapprochement de la terre, le 23 octobre, (environ à 17 millions de lieues,) et le 28 novembre elle sera dans son plus grand rapprochement du soleil, elle est encore éloignée d'environ 28 millions de lieues.

(Barnstable Journal.)

Nous avons annoncé hui dans nos colonnes un article de la *Gazette de Tampico*, relatif à la capture de la goélette américaine *Moctezuma* par la goélette des Etats-Unis *Grampus*. Le journaliste mexicain paraît offensé de la conduite du capitaine Tatnall ; mais il y a une réponse bien simple à lui faire. A qui fallait-il s'adresser pour obtenir le châtiment du pirate ? Au gouvernement mexicain ? mais il combattait contre ce gouvernement, et se moquait des plaintes qu'on pourrait lui adresser. Au général Santa-Anna ? mais c'est une impossibilité, parce que l'autorité de ce général (dont nous approuvons d'ailleurs de tout notre cœur les louables efforts) ne peut être reconnue encore par notre gouvernement. Dans ces égaux comme l'a fait l'officier américain, c'était appliquer à une nécessité (car aucune raison ne peut nous engager à tolérer de actes tels que celui dont il est [illegible] que [illegible] rendus coupable,) et il n'y a eu en réalité aucune infraction d'insulter le pavillon mexicain ou la nation.

EXTÉRIEUR.

ETATS-DES UNIS-MEXICAINS.

Capture de la goélette Moctezuma.

TAMPICO, 2 août.

Il semble que les patriotes font des efforts pour [illegible] le [illegible] partagés que nous a laissés un gouvernement, qui mettait sa grandeur à tenir ces pays fermés aux autres nations, et lorsque le parti absolutiste usé de tous les prestiges pour faire croire à un peuple simple que la guerre civile actuelle a été fomentée et qu'elle est entretenue par les étrangers, particulièrement par nos voisins du Nord, auxquels on suppose des desseins ambitieux, [illegible] républicaine, [illegible] l'indépendance et à l'intégrité de la république [illegible] craindre, dans l'intention de nous les rendre odieux ; la conduite absurde et imprudente de quelques officiers du gouvernement vient en semble confirmer les soupçons que propage avec tant d'art le parti servil.

Le commandant de la goélette américaine *Grampus* est l'officier dont nous nous plaignons. Sans respect ni égard pour l'amitié et la bonne harmonie qui règnent entre les deux républiques, il a capturé, au commencement du mois, notre goélette de guerre *Général Mackenna*, qui était à l'ancre devant la barre, assez près à non-portée de canon du fort, ayant à son bord 50 et quelques soldats de l'armée. Ce fait inouï a répandu l'effroi et l'incertitude parmi les habitants de cette ville, et il est bien certain que le sentiment sera partagé par tous ceux qui ont du sang mexicain dans les veines, et même par les hommes du parti contraire, parce qu'il fait que le commandant du *Grampus* et tous les Américains sachent que les Mexicains, quoique divisés sur des questions intérieures, savent toujours unis sur tout ce qui touche à l'indépendance extérieure et au respect qu'on doit à notre pavillon.

Le commandant du *Grampus* a capturé un bâtiment de guerre mexicain avec des troupes à son bord, dans un port mexicain où dans les eaux mexicaines, puisqu'il est du droit des gens que la souveraineté d'une nation s'étend jusqu'à une certaine distance [illegible] qui baignent ses côtes... Un acte aussi [illegible] de la part du commandant du *Grampus* n'a été précédé d'aucune réclamation adressée aux autorités du pays, d'aucune [illegible] ; seulement on a dit, non officiellement, que cet attentat contre le pavillon mexicain a été motivé par un acte de piraterie ou de vol commis par le commandant du *Moctezuma* sur un navire marchand américain, à la hauteur de Matamoros. En tout cas, nous ne trouvons rien à nier ni rien affirmer, parce qu'on n'a pas donné au commandant du *Moctezuma* le temps de communiquer avec les autorités de ce port ; mais quand même un tel crime aurait été commis, il nous semble que entre deux nations amies, qui viennent de ratifier solennellement un traité de commerce le plus libéral, il était point [illegible] que pour un attentat particulier on commît un attentat général, en insultant le pavillon d'une nation qui lui a donné tant de preuves de sa modération et de son respect pour le droit des gens. Le commandant du *Grampus* aurait dû, avant de faire une telle démarche, s'adresser aux autorités de ce port, [illegible] et [illegible] commerce le plus libéral, il était point [illegible] que pour un attentat particulier on commît un attentat général, en insultant le pavillon d'une nation qui lui a donné tant de preuves de sa modération et de son respect pour le droit des gens. Le commandant du *Grampus* aurait dû, avant de faire une telle démarche, s'adresser aux autorités de ce port, prouver le crime du commandant du *Moctezuma*, et [illegible] qu'il fût chargé ; ce qui eût été fait immédiatement et d'une manière exemplaire, parce que, pour les cas semblables, nous avons les mêmes lois que toutes les nations civilisées ; et le monde ignore pas que les [illegible] mexicains qui se battent pour leur constitution et leurs droits savent apprécier la gravité de tout attentat commis sur les mers, et qu'ils sont intéressés à réprimer avec sévérité les excès auxquels leurs officiers pourraient s'y livrer. L'autorité a été investie de pouvoirs suffisants à cet égard. Mais le commandant du *Grampus* après avoir indignement insulté le pavillon mexicain, a voulu se faire justice lui-même, et au mépris de toutes les capitulations entre le droit mutuellement les nations indépendantes, non seulement il a enlevé les hommes [illegible] en flagrant délit, mais il s'est [illegible] le bâtiment, avec tout son équipage et [illegible] même pas à bord où l'on dit que ce crime fut commis.

C'est en vain que le commandant du *Grampus* allégue que le bâtiment capturé n'appartient point au gouvernement mexicain, le bâtiments appartient à la nation mexicaine, il portait légalement pavillon de guerre, avait le droit [illegible] visiter sans insulter aussi toute la nation mexicaine. Quoique cette nation n'ait point maintenant un gouvernement reconnu, et qu'elle soit en guerre civile, elle n'en est pas moins respectable, parce que les droits du peuple ne sont point [illegible] à son gouvernement, mais aux conventions communes, et que jusqu'à ce jour personne ne peut nier que les Mexicains les aient violées : c'est ainsi que le pavillon des Etats-Unis, de Montezuma et de tous les états qui se sont soulevés, est aussi respecté par les autres nations que celui de leur souverain légitime.

(Gaz. de Tampico.)

FRANCE.

PARIS, 6 juillet.

L'instruction des pièces relatives aux événements des 5 et 6 juin se poursuit avec une activité jusqu'ici sans exemple. Hier un seul juge d'instruction a reçu pour sa part plus de quatre cents dépositions. Nous voulons croire que rien ne ralentira une impulsion aussi généreusement donnée, et que le désir de rendre promptement à leurs familles et à leurs affaires des innocents, [illegible] fois [illegible] quelques-uns parmi les 1,800 prévenus qui encombrent en ce moment les prisons de Paris, [illegible] dans son zèle, le ministère public vient de commettre une distraction [illegible] plusieurs familles dans l'inquiétude. Un journal annonçait ce matin qu'une instruction était [illegible] contre Mme. Dupierris, qui, traduite devant la 2e, cour d'assises, sous l'accusation d'avoir porté des armes et des munitions aux insurgés, fut, comme on sait, déclarée non coupable à l'unanimité, et sur les conclusions conformes de M. le procureur-général. Toutes les personnes qui se trouvaient dans le cas de Mme. Dupierrie ont pu craindre que le ministère, voyant échapper de sa main les condamnations obtenues, ne voulût profiter de cette occasion pour remettre sur la question les acquittements. Nous [illegible] nous enquérir jusqu'à quel point ces craintes étaient fondées, et nous avons appris qu'en effet le dossier de Mme. Dupierrié s'était trouvé mêlé parmi les 400 et quelques dont nous avons parlé plus haut, mais que le juge d'instruction l'avait immédiatement renvoyé à M. le procureur du roi en lui disant que c'était chose jugée, et qu'il n'y avait aucune suite à donner à cette affaire. C'est un bénéfice acquis à Mme. Dupierrié et à tous ceux qui, comme elle, ont été absous par les tribunaux militaires.

(National.)

On lit dans le *Nouvelliste* :

" Il résulte de différentes lettres particulières relatives à la situation politique de la Cerdagne espagnole qu'un corps d'émigrés français, qu'on évalue à quelques cents hommes, existe dans la Catalogne. Ce corps, [illegible] sous le nom de *légion de Henri V*, est disséminé sur toute la ligne. A la Seu, il y a de 80 à 90 hommes. Le noyau principal est à Barcelonne ; c'est à peine si l'on connaît quelques-uns des chefs.

" Le général Crossart aurait quitté Alp le 12 juillet pour se rendre à la Seu et de là à Talarn ; son voyage aurait eu pour but d'engager les émigrés français qui se trouvaient dans ces villes, à passer immédiatement en France pour se réunir dans la Vendée. Il paraît, dit-on, [illegible] du général Bourmont que l'insurrection du soulèvement de sept départements, et de la présence de 100,000 Vendéens sous les armes, auparavant il ne manquait plus que des chefs pour les conduire. La mission du général Crossart aura pour résultat de devenir le ridicule sur ce *missionnaire* et sur celui auquel il s'était adressé. A Thèrre qu'il est, les habitans de la Cerdagne savent à quoi s'en tenir sur les [illegible] 100,000 Vendéens en armes imaginés par MM de Bourmont et Crossart.

—Voici en quels termes on délivre en France les passeports aux Polonais : " Passeport délivré à la présente [illegible] Doubs, à Besançon, le 27 juin 1832, au sieur Bulhak Alexandre, *ci-devant lieutenant dans l'armée insurrectionnelle de Lithuanie*, pour aller au dépôt à Châteauroux." (*Le patriote de la Côte d'Or.*)

POITIERS, 5 juillet.

On assure que depuis la mise en état de siège, la gendarmerie départementale élève la prétention de ne correspondre avec les parquets que pour les délits communs, étrangers à la politique, ces messieurs se façonnant facilement, à ce qu'il paraît, aux habitudes et au despotisme militaires.

Que deviendra, aujourd'hui qu'il est jugé que l'état de siège vicie la Charte, la requête en règlement de juges, présentée à la cour de cassation par M. le procureur général de Poitiers, dans l'affaire des détenus de Niort ? M. le garde des sceaux se déterminera-t-il à la retirer et à faire donner ordre à l'autorité militaire de remettre les pièces aux conseillers délégués par la cour de Poitiers ?

—On nous écrit de Bourbon-Vendée :

" Vous pouvez regarder comme constant que la duchesse de Berry est encore en Vendée, où se poursuivent de nouvelles trames. Les carlistes sont plus audacieux que jamais, et annoncent un mouvement très prochain. Ils comptent sur l'invasion des armées étrangères dont ils ne font plus aujourd'hui mystère. On nous affirme que la duchesse, naguère si rétractaire blessé, lui a vivement adressé ces paroles : " On se [illegible] de venir en France allumer la guerre civile ! Il y venais seulement pour apporter des consolations et préserver mon pays de l'invasion étrangère."

" Nous ne nous abusions pas sur la tranquillité apparente du pays et sur les conséquences d'un prétendu désarmement qui ne fait rentrer dans nos arsenaux que quelques centaines de vieux fusils. Comment croire à une pacification, quand pas un seul rétracteur n'a été présenté pour rejoindre son corps ! Les choses ont donné une fièvre pour se relever avec des chances plus favorables. Ils savent mieux que nous à quoi s'en tenir sur les intentions des puissances."

PARIS, 10 juillet.

On écrit de Carlsruhe (Allemagne), sous la date du 26 juin :

" Chez nous aussi a paru hier une ordonnance qui défend toute espèce de réunions publiques ou d'associations, si elles n'obtiennent une permission spéciale de l'autorité. De semblables mesures ayant été prises simultanément dans plusieurs autres pays de l'Allemagne, il n'y a plus de doute qu'elles ne portent de la diète germanique. Cette assemblée s'était cependant [illegible] jusqu'à présent à discuter cette question, sans prendre de résolution, et cela probablement parce que les divers états y auront vu une infraction à leur droit de souveraineté. Mais on sait se tirer d'affaire au milieu de telles collisions, on délibère en commun avec la diète, et chaque gouvernement rend ensuite une ordonnance locale.

" Dans notre petit état, il se manifeste en ce moment une grande activité politique. Les bourgeois ont adressé à la diète une pétition pour obtenir la publicité des séances et la liberté de la presse. La pétition est revêtue de 600 à 700 signatures, et elle est généralement approuvée. Les états se sont prononcés sur le champ pour la publicité de leurs séances, ce qui leur fait honneur. De son côté, le gouvernement a accordé la liberté de la presse pour les affaires extérieures, et des négociations sont entamées pour obtenir une liberté complète de la presse. Que les états et le peuple montrent de la fermeté et l'on obtiendra les plus heureux résultats."

(Libéral.)

—Le roi de Prusse est parti pour Magdebourg, où il doit passer la revue des troupes qui reviennent du Rhin. Trois régimens de l'armée du Rhin ont de nouveau été mis sur le pied de guerre et ont déjà rappelé les hommes en congé. Les troupes légères prussiennes, les chasseurs et les tirailleurs vont être portés au double. On a commencé par un bataillon de chasseurs.

Les conférences des généraux de divers états de la confédération, réunis à Berlin, étaient, dit-on, relatives à des mesures qui ne sont pas sans rapport avec les nouveaux armemens qui se font en France. Un officier a apporté des frontières prusso-polonaises la nouvelle qu'on organise à Mlawa un camp pour un noyau de 70,000 hommes de troupes russes, et qu'un autre camp, de pareille force, sera établi plus au sud sur les rives de la Wkra.

(Correspondant de Hambourg.)

—Le roi de Wurtemberg est parti pour Lixourne le 1er. juillet pour y prendre les eaux de mer, pendant quelques semaines.

—Dans la séance des états de la Hesse électorale du 28 juin, on a définitivement adopté la loi sur le recrutement à une majorité de 40 voix contre 5.

—Le *Mercure de Souabe* contient une lettre de Posen, de 15 juin, dans laquelle on lit ce qui suit :

" On a déjà rapporté qu'on conduisait en Russie un grand nombre d'enfans polonais. Ce fait est constaté par des lettres qui arrivent de toutes parts. On doit avoir ordonné la même mesure à Kalisch, mais lorsqu'on voulut la mettre à exécution, les habitans s'y opposèrent : le gouverneur Sabolew leur enjoignit de se soumettre s'ils ne voulaient s'exposer à des mesures de rigueur. Les citoyens, auxquels se joignirent leurs femmes, déclarèrent qu'ils poussaient la chose à la dernière extrémité ; il y eut en effet des scènes sanglantes par suite desquelles plusieurs Russes et plusieurs citoyens ont perdu la vie. Les arrestations ne se feront probablement pas attendre ; mais depuis on n'a plus entendu parler de rien, et un rapport sur ces événemens a été adressé au prince Paskéwitsch, on espère qu'en Russie même on désapprouvera hautement cette mesure cruelle. De nouveaux émigrés arrivent de temps en temps dans le grand-duché, des woïewodies de l'ancien royaume de Pologne ; mais on les livre aussitôt, et sans distinction, aux autorités russes.

—Une personne arrivant directement de l'île de Guernesey, où elle réside, a fourni au *Pilote du Calvados* la note suivante sur l'état de cette île et de celle de Jersey, relativement aux émigrans de la Vendée.

" La population des îles sympathise trop intimement avec la révolution de juillet pour n'être pas très disposée à l'égard des individus qui ont tenté d'allumer la guerre civile en France, en faveur de la légitimité du droit divin. Aussi les habitans ne ménagent pas l'épithète de chouans envers eux, et les considèrent comme volontiers comme leurs propres ennemis. C'est à Jersey surtout que les émigrans sont allés chercher asyle. La [illegible] ce qu'il paraît dans cette île un assez grand nombre de personnages de [illegible] rang, forcés de fuir la France, parmi lesquels on cite Chateaubriand et son épouse. Aucune fuite ne s'est faite à Guernesey ; seulement il s'y est passé déjà et il s'opère beaucoup chaque journée rendaient en Angleterre."

(Gaz. de Tampico.)

FRANCE.

PARIS, 6 juillet

L'instruction des pièces relatives aux événemens des 5 et 6 juin se poursuit avec une activité jusqu'ici sans exemple. Hier un seul juge d'instruction a reçu pour sa part plus de quatre cents dépositions. Nous voulons croire que rien ne ralentira une impulsion aussi généreusement donnée, et que le désir de rendre promptement à leurs familles et à leurs affaires des innocents, [illegible] fois [illegible] quelques-uns parmi les 1,800 prévenus qui encombrent en ce moment les prisons de Paris, [illegible] dans son zèle, le ministère public vient de commettre une distraction [illegible] plusieurs familles dans l'inquiétude. Un journal annonçait ce matin qu'une instruction était [illegible] contre Mme. Dupierris, qui, traduite devant la 2e, cour d'assises, sous l'accusation d'avoir porté des armes et des munitions aux insurgés, fut, comme on sait, déclarée non coupable à l'unanimité, et sur les conclusions conformes de M. le procureur-général. Toutes les personnes qui se trouvaient dans le cas de Mme. Dupierrié ont pu craindre que le ministère, voyant échapper de sa main les condamnations obtenues, ne voulût profiter de cette occasion pour remettre sur la question les acquittements. Nous [illegible] nous enquérir jusqu'à quel point ces craintes étaient fondées, et nous avons appris qu'en effet le dossier de Mme. Dupierrié s'était trouvé mêlé parmi les 400 et quelques dont nous avons parlé plus haut, mais que le juge d'instruction l'avait immédiatement renvoyé à M. le procureur du roi en lui disant que c'était chose jugée, et qu'il n'y avait aucune suite à donner à cette affaire. C'est un bénéfice acquis à Mme. Dupierrié et à tous ceux qui, comme elle, ont été absous par les tribunaux militaires.

(National.)

On lit dans le *Nouvelliste* :

" Il résulte de différentes lettres particulières relatives à la situations politique de la Cerdagne espagnole qu'un corps d'émigrés français, qu'on évalue à quelques cents hommes, existe dans la Catalogne. Ce corps, [illegible] sous le nom de *légion de Henri V*, est disséminé sur toute la ligne. A la Seu, il y a de 80 à 90 hommes. Le noyau principal est à Barcelonne ; c'est à peine si l'on connaît quelques-uns des chefs.

" Le général Crossart aurait quitté Alp le 12 juillet pour se rendre à la Seu et de là à Talarn ; son voyage aurait eu pour but d'engager les émigrés français qui se trouvaient dans ces villes, à passer immédiatement en France pour se réunir dans la Vendée. Il paraît, dit-on, [illegible] du général Bourmont que l'insurrection du soulèvement de sept départements, et de la présence de 100,000 Vendéens sous les armes, auparavant il ne manquait plus que des chefs pour les conduire. La mission du général Crossart aura pour résultat de devenir le ridicule sur ce *missionnaire* et sur celui auquel il s'était adressé. A Thèrre qu'il est, les habitans de la Cerdagne savent à quoi s'en tenir sur les [illegible] 100,000 Vendéens en armes imaginés par MM de Bourmont et Crossart.

—Voici en quels termes on délivre en France les passeports aux Polonais : " Passeport délivré à la présente [illegible] Doubs, à Besançon, le 27 juin 1832, au sieur Bulhak Alexandre, *ci-devant lieutenant dans l'armée insurrectionnelle de Lithuanie*, pour aller au dépôt à Châteauroux." (*Le patriote de la Côte d'Or.*)

POITIERS, 5 juillet.

On assure que depuis la mise en état de siège, la gendarmerie départementale élève la prétention de ne correspondre avec les parquets que pour les délits communs, étrangers à la politique, ces messieurs se façonnant facilement, à ce qu'il paraît, aux habitudes et au despotisme militaires.

Que deviendra, aujourd'hui qu'il est jugé que l'état de siège vicie la Charte, la requête en règlement de juges, présentée à la cour de cassation par M. le procureur général de Poitiers, dans l'affaire des détenus de Niort ? M. le garde des sceaux se déterminera-t-il à la retirer et à faire donner ordre à l'autorité militaire de remettre les pièces aux conseillers délégués par la cour de Poitiers ?

—On nous écrit de Bourbon-Vendée :

" Vous pouvez regarder comme constant que la duchesse de Berry est encore en Vendée, où se poursuivent de nouvelles trames. Les carlistes sont plus audacieux que jamais, et annoncent un mouvement très prochain. Ils comptent sur l'invasion des armées étrangères dont ils ne font plus aujourd'hui mystère. On nous affirme que la duchesse, naguère si rétractaire blessé, lui a vivement adressé ces paroles : " On se [illegible] de venir en France allumer la guerre civile ! Il y venais seulement pour apporter des consolations et préserver mon pays de l'invasion étrangère."

" Nous ne nous abusions pas sur la tranquillité apparente du pays et sur les conséquences d'un prétendu désarmement qui ne fait rentrer dans nos arsenaux que quelques centaines de vieux fusils. Comment croire à une pacification, quand pas un seul rétracteur n'a été présenté pour rejoindre son corps ! Les choses ont donné une fièvre pour se relever avec des chances plus favorables. Ils savent mieux que nous à quoi s'en tenir sur les intentions des puissances."

PARIS, 10 juillet.

On écrit de Carlsruhe (Allemagne), sous la date du 26 juin :

" Chez nous aussi a paru hier une ordonnance qui défend toute espèce de réunions publiques ou d'associations, si elles n'obtiennent une permission spéciale de l'autorité. De semblables mesures ayant été prises simultanément dans plusieurs autres pays de l'Allemagne, il n'y a plus de doute qu'elles ne portent de la diète germanique. Cette assemblée s'était cependant [illegible] jusqu'à présent à discuter cette question, sans prendre de résolution, et cela probablement parce que les divers états y auront vu une infraction à leur droit de souveraineté. Mais on sait se tirer d'affaire au milieu de telles collisions, on délibère en commun avec la diète, et chaque gouvernement rend ensuite une ordonnance locale.

" Dans notre petit état, il se manifeste en ce moment une grande activité politique. Les bourgeois ont adressé à la diète une pétition pour obtenir la publicité des séances et la liberté de la presse. La pétition est revêtue de 600 à 700 signatures, et elle est généralement approuvée. Les états se sont prononcés sur le champ pour la publicité de leurs séances, ce qui leur fait honneur. De son côté, le gouvernement a accordé la liberté de la presse pour les affaires extérieures, et des négociations sont entamées pour obtenir une liberté complète de la presse. Que les états et le peuple montrent de la fermeté et l'on obtiendra les plus heureux résultats."

(Libéral.)

—Le roi de Prusse est parti pour Magdebourg, où il doit passer la revue des troupes qui reviennent du Rhin. Trois régimens de l'armée du Rhin ont de nouveau été mis sur le pied de guerre et ont déjà rappelé les hommes en congé. Les troupes légères prussiennes, les chasseurs et les tirailleurs vont être portés au double. On a commencé par un bataillon de chasseurs.

Les conférences des généraux de divers états de la confédération, réunis à Berlin, étaient, dit-on, relatives à des mesures qui ne sont pas sans rapport avec les nouveaux armemens qui se font en France. Un officier a apporté des frontières prusso-polonaises la nouvelle qu'on organise à Mlawa un camp pour un noyau de 70,000 hommes de troupes russes, et qu'un autre camp, de pareille force, sera établi plus au sud sur les rives de la Wkra.

(Correspondant de Hambourg.)

—Le roi de Wurtemberg est parti pour Lixourne le 1er. juillet pour y prendre les eaux de mer, pendant quelques semaines.

—Dans la séance des états de la Hesse électorale du 28 juin, on a définitivement adopté la loi sur le recrutement à une majorité de 40 voix contre 5.

—Le *Mercure de Souabe* contient une lettre de Posen, de 15 juin, dans laquelle on lit ce qui suit :

" On a déjà rapporté qu'on conduisait en Russie un grand nombre d'enfans polonais. Ce fait est constaté par des lettres qui arrivent de toutes parts. On doit avoir ordonné la même mesure à Kalisch, mais lorsqu'on voulut la mettre à exécution, les habitans s'y opposèrent : le gouverneur Sabolew leur enjoignit de se soumettre s'ils ne voulaient s'exposer à des mesures de rigueur. Les citoyens, auxquels se joignirent leurs femmes, déclarèrent qu'ils poussaient la chose à la dernière extrémité ; il y eut en effet des scènes sanglantes par suite desquelles plusieurs Russes et plusieurs citoyens ont perdu la vie. Les arrestations ne se feront probablement pas attendre ; mais depuis on n'a plus entendu parler de rien, et un rapport sur ces événemens a été adressé au prince Paskéwitsch, on espère qu'en Russie même on désapprouvera hautement cette mesure cruelle. De nouveaux émigrés arrivent de temps en temps dans le grand-duché, des woïewodies de l'ancien royaume de Pologne ; mais on les livre aussitôt, et sans distinction, aux autorités russes.

—Une personne arrivant directement de l'île de Guernesey, où elle réside, a fourni au *Pilote du Calvados* la note suivante sur l'état de cette île et de celle de Jersey, relativement aux émigrans de la Vendée.

" La population des îles sympathise trop intimement avec la révolution de juillet pour n'être pas très disposée à l'égard des individus qui ont tenté d'allumer la guerre civile en France, en faveur de la légitimité du droit divin. Aussi les habitans ne ménagent pas l'épithète de chouans envers eux, et les considèrent comme volontiers comme leurs propres ennemis. C'est à Jersey surtout que les émigrans sont allés chercher asyle. La [illegible] ce qu'il paraît dans cette île un assez grand nombre de personnages de [illegible] rang, forcés de fuir la France, parmi lesquels on cite Chateaubriand et son épouse. Aucune fuite ne s'est faite à Guernesey ; seulement il s'y est passé déjà et il s'opère beaucoup chaque journée rendaient en Angleterre."

(Gaz. de Tampico.)

FRANCE.

PARIS, 6 juillet

L'instruction des pièces relatives aux événemens des 5 et 6 juin se poursuit avec une activité jusqu'ici sans exemple. Hier un seul juge d'instruction a reçu pour sa part plus de quatre cents dépositions. Nous voulons croire que rien ne ralentira une impulsion aussi généreusement donnée, et que le désir de rendre promptement à leurs familles et à leurs affaires des innocents, [illegible] fois [illegible] quelques-uns parmi les 1,800 prévenus qui encombrent en ce moment les prisons de Paris, [illegible] dans son zèle, le ministère public vient de commettre